

Sur affaires-strategiques.info

Retrouvez les points de vue des chercheurs et des invités du site d'information de l'Iris :



“Ben Ali réélu... encore une fois. Perspectives d'un changement démocratique en Tunisie ?” - Par Sophie BESSIS, chercheur associé à l'IRIS, 27 octobre



“À propos de la dissuasion” - Par François-Bernard HUYGHE, chercheur associé à l'IRIS, 27 octobre



“La diplomatie péruvienne contre la paix des fusils” - Par Jean-Jacques KOURLIANDSKY, chercheur à l'IRIS, 26 octobre



“Les « dossiers » iraniens vus d'Iran” - Par Didier BILLION, chargé de mission auprès du directeur de l'IRIS, 23 octobre



“Émeutes d'hier, émeutes de demain : réflexion sur un phénomène sans âge” - Par Alain BERTHO, professeur d'anthropologie à l'Université de Paris 8 – Saint-Denis, 22 octobre

Asia Warnings

ANALYSE TRIMESTRIELLE DES 10 PRINCIPAUX POINTS CHAUDS EN ASIE

Olivier Guillard, directeur de recherche à l'IRIS / 15 octobre

Afin de comprendre et de mieux suivre l'évolution de certaines questions asiatiques (diplomatiques, politiques, ethnico-religieuses, militaires) sensibles, de demeurer au contact de la multitude de différends – potentiels ou déclarés – agitant cette composite région du globe, à dater du 15 octobre 2009, le pôle Asie de l'IRIS, sous la direction d'Olivier Guillard, vous propose désormais une grille de lecture transversale dédiée à l'étude des « 10 principaux points chauds en ASIE », exercice trimestriel original mettant en exergue les évolutions relevées lors des 3 mois écoulés, et tentant, dans une démarche prospective, d'anticiper les tendances à venir.

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2009-10-15-asia_warnings.pdf

Actualité stratégique en Asie

AGITATION, INSURRECTION ET SUCCESSION : LA THAÏLANDE DANS L'INCERTITUDE

Olivier Guillard, directeur de recherche à l'IRIS / 26 octobre

La Thaïlande du souverain Bhumibol, des « chemises rouges » et « jaunes », accueillait dans la fébrilité le week-end dernier le 15e sommet de l'ASEAN, le forum régional de coopération. Organisé sur un site balnéaire à 200 km de la capitale Bangkok, théâtre depuis 3 ans de cortèges incessants de manifestants, cette réunion annuelle à laquelle participaient une quinzaine de chefs de gouvernements d'Asie-Pacifique s'est déroulée dans des conditions de sécurité idoines ; il en avait été très différemment en avril dernier, quand la colère et la mobilisation des opposants au gouvernement avaient rendu impossible sa tenue. Pour autant, on ne saurait dire de la scène intérieure thaïlandaise qu'elle traverse à l'automne 2009 une période de sérénité.

http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2009-10-26-asa57.pdf

Dans la presse

AVEC OBAMA, UNE AMÉRIQUE PLUS RESPONSABLE ?

Barthélémy Courmont / Le Mensuel de l'Université / 27 octobre

Huit ans après les attentats du 11 septembre 2001, et consécutivement à l'arrivée à la Maison-Blanche de Barack Obama, les Etats-Unis se sont engagés dans une vaste redéfinition de leur politique étrangère. Si la lutte contre le terrorisme international reste une priorité sécuritaire, l'Amérique se sent aujourd'hui moins menacée, et se tourne vers de nouveaux objectifs, associant ambition et réalisme.

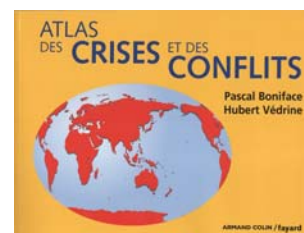
SUITE PAGE 3

CORÉE DU NORD - QUAND LA GUERRE FROIDE S'ÉCRIT AU PRÉSENT

Barthélémy Courmont / Le Devoir - Canada / 26 octobre

Si la Grande Muraille de Chine symbolise l'importance des murs dans l'histoire de l'Asie orientale, cette région n'est aujourd'hui pas en reste en matière de barrière infranchissable. Dans la péninsule coréenne, la guerre froide joue ainsi les prolongations au niveau politique, les deux pays n'ayant pas encore signé un traité de paix mettant un terme à la guerre de Corée, dont les hostilités se sont terminées le 23 mars 1953! **SUITE PAGE 4**

Publications



Présentation pages 6 et 7

Médias

→ TÉLÉVISION

Y a-t-il une nouvelle forme d'antisémitisme en France?

À VENIR - *Café Picouli*, Pascal Boniface par France 5 (30/10)

Afghanistan-Pakistan : explosif
C dans l'air, Olivier Guillard par Yves Calvi (France 5, 22/10)

Iran : accord sur le nucléaire
 > Karim Pakzad par Gauthier Rybinski (France 24, 22/10)
 > Didier Billion par Arte (22/10)

Présidentielles en Afghanistan
 Karim Pakzad par Samantha Ramfamy (Africa 24, 22/10)

→ RADIO

Visite du Premier ministre turc en Iran
 Didier Billion par RFI (28/10)

La mission EUPOL en Afghanistan
 Fabio Liberti par EU Radio (28/10)

Iran : le dossier nucléaire
 > Karim Pakzad par Radio Algérie (26/10)
 > Didier Billion par Marc Tedde (Radio classique, 26/10)

Election de Pier Luigi Bersani à la tête du Parti démocrate italien
 Fabio Liberti par Radio suisse romande (26/10)

Pakistan : la guerre au Waziristan sud
 > Jean-Vincent Brisset par Pierre Bousset (Médi 1, 26/10)
 > Karim Pakzad par Radio Vatican (23/10)

Accords militaires France/Koweït
 Pascal Boniface par Sophie

Dans la presse

PRIX NOBEL POUR OBAMA : PARIER SUR L'AVENIR

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 22 octobre

L'attribution du prix Nobel de la paix à Barack Obama a constitué une immense surprise. Obama vient à peine d'être élu président, il est encore nouveau dans ses fonctions et, à ce stade, n'a pas contribué de façon déterminante à la signature d'accords de paix ou à la résolution de conflits. Pourquoi, dès lors, lui attribuer cette prestigieuse récompense ? [SUITE PAGE 5](#)

Manifestation

PUBLIC BERLIN, L'EUROPE, LE MONDE ET NOUS

Mercredi 28 octobre / Fnac Boulogne / Espace Landowski / Boulogne-Billancourt

Débat avec Pascal Boniface auteur de l'« Atlas du monde global » (Armand Colin), avec Pierre Grosser pour son livre « 1989 » (Perrin) et Daniel Vernet pour « 1989 – 2009, les tribulations de la liberté » (Buchet Chastel). En partenariat avec le Mouvement Européen à Boulogne.

Espace Landowski : 28 avenue André Morizet, 92100 Boulogne-Billancourt

[Plus d'information](#)

RESTREINT QUELLE RARETÉ ? RARETÉS NATURELLES ET RARETÉS ORGANISÉES

Jeudi 29 octobre / Clamart

1er séminaire IRIS/EDF de réflexion sur les ressources naturelles et les relations internationales.

ADHÉRENT ET POUR QUELQUES DEGRÉS DE PLUS... NOS CHOIX ÉCONOMIQUES FACE AU RISQUE CLIMATIQUE

Jeudi 5 novembre / Espace Kiron / Paris

Conférence-débat autour de Christian de Perthuis, professeur associé à l'Université Paris-Dauphine et conseiller scientifique de la Mission Climat à la Caisse des Dépôts, à l'occasion de la parution de son ouvrage « Et pour quelques degrés de plus... Nos choix économiques face au risque climatique » (Ed. Pearson).

[Renseignements : colloques@iris-france.org](mailto:colloques@iris-france.org)

Remise des diplômes



GALA 2009
Vendredi 20 novembre

A l'occasion de la remise des diplômes

Parmentier (France info, 22/10)

→ [PRESSE ÉCRITE](#)

Les élections en Afghanistan
Olivier Guillard par Tel Quel - Maroc (23/10)

Formations professionnelles



DÉCOUVREZ LES PROGRAMMES DE FORMATION 2009/2010

→ [LES CYCLES APPROFONDIS](#)

> d'octobre à juin :
« [COMPRENDRE LA SCÈNE INTERNATIONALE CONTEMPORAINE](#) »

> de janvier à juin :
« [CONNAISSANCE APPROFONDIE DU MOYEN-ORIENT](#) »

→ [LES MODULES THÉMATIQUES](#)

> d'octobre à décembre :
« [DÉCOUVERTE DU MOYEN-ORIENT](#) »

> d'octobre à novembre :
« [INITIATION AUX QUESTIONS DE DÉFENSE](#) »
« [GÉOPOLITIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE](#) »

> de décembre à janvier :
« [LA MONDIALISATION APRÈS LA CRISE](#) »
« [CRIMINALITÉ ET DÉLINQUANCE INTERNATIONALES](#) »

> de janvier à février :
« [DÉCOUVERTE DU MAGHREB](#) »
« [LES MÉDIAS FACE AUX RELATIONS INTERNATIONALES](#) »

> de mars à avril :
« [QUESTIONS AFRICAINES](#) »
« [GÉOPOLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT](#) »

> de mai à juin :
« [STRATÉGIE, INFLUENCE ET INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE](#) »
« [GÉOPOLITIQUE DE L'EAU](#) »

Détails sur
www.iris-france.org
ou au 01 53 27 60 69

Abonnement

Désinscription sur simple demande à :
contact@iris-france.org

AVEC OBAMA, UNE AMÉRIQUE PLUS RESPONSABLE ?

Barthélémy Courmont / Le Mensuel de l'Université / 27 octobre

Huit ans après les attentats du 11 septembre 2001, et consécutivement à l'arrivée à la Maison-Blanche de Barack Obama, les Etats-Unis se sont engagés dans une vaste redéfinition de leur politique étrangère. Si la lutte contre le terrorisme international reste une priorité sécuritaire, l'Amérique se sent aujourd'hui moins menacée, et se tourne vers de nouveaux objectifs, associant ambition et réalisme.

Entre puissance intelligente et responsabilité, la nouvelle administration entend ainsi donner un nouveau cap à la politique étrangère américaine, mais avec quels objectifs, et surtout quels résultats possibles ?

Qu'est-ce que la puissance intelligente ?

La puissance intelligente (*smart power*) est le nouveau terme désignant la politique étrangère de l'administration Obama. Le concept a été développé au départ par Joseph Nye, déjà instigateur du *soft power*, et formulé par Hillary Clinton à l'occasion de plusieurs interventions sur l'engagement américain sur la scène internationale. En substance, la puissance intelligente propose de concilier les outils du *hard power* (puissance militaire, économie), et du *soft power* (diplomatie, culture, capacité d'influence) pour proposer une politique étrangère à la fois cohérente, acceptable, et capable de s'imposer. Une rupture avec le *hard power* des années Bush, mais également le refus d'un retour aux années Clinton, et à un *soft power* poussé à l'extrême, et aux effets parfois discutables. La puissance intelligente est un compromis entre la nécessité de proposer une politique étrangère ferme sur des dossiers tels que la prolifération des armes de destruction massive et le terrorisme, mais dans le même temps ouverte à la coopération, et à l'écoute des requêtes des alliés de Washington, mais également de ses adversaires potentiels. Le *smart power* est donc avant tout la marque d'un réalisme retrouvé en politique étrangère.

Quelle responsabilité ?

Autre slogan à la mode, la responsabilité de Washington sur la scène internationale consiste à ne pas refuser les obligations propres à la première puissance mondiale. Barack Obama estime ainsi que, en opposition avec un repli sur soi, et sans pour autant privilégier un engagement trop marqué, les Etats-Unis doivent rester la puissance indispensable, présente sur les principaux dossiers internationaux, mais agissant dans le même temps de concert avec ses alliés et les autres grandes puissances. Un gendarme du monde refusant l'unilatéralisme.

Il s'agit donc avant tout d'une responsabilité vis-à-vis du multilatéralisme, et des attentes de l'opinion publique, américaine et internationale, qui ne souhaite pas voir Washington se replier sur soi et céder à la tentation de l'isolationnisme. Parmi les gestes très forts de cette volonté de responsabili-

ser la politique étrangère, on note les nominations des émissaires spéciaux Mitchell au Moyen-Orient, Holbrooke en Asie centrale, ou encore Bosworth en Corée du Nord, mais aussi les engagements de Washington en faveur d'un règlement mondial de la crise économique, et une attention plus nette portée sur des enjeux tels que le réchauffement climatique ou l'environnement.

Quels effets ?

La nouvelle politique étrangère américaine est ambitieuse, et l'administration Obama espère des résultats rapides. Le premier effet escompté est bien entendu de modifier l'image de Washington sur la scène internationale, en offrant un visage plus positif de la puissance américaine et de la manière dont elle se pratique. Mais c'est surtout dans les résultats que les effets sont attendus. Ainsi, en modifiant la stratégie vis-à-vis des Etats voyous, et en adoptant une stratégie plus globale sur les questions régionales, Washington entend progresser de manière décisive sur des dossiers tels que la Corée du Nord ou l'Iran (en invitant ces deux pays au dialogue), et ne pas s'aliéner le nécessaire soutien d'alliés en Irak ou en Afghanistan.

Quelles limites ?

Les concepts de puissance intelligente et de responsabilité répondent à un besoin indispensable de changer l'image des Etats-Unis sur la scène internationale, après les dommages occasionnés par l'administration Bush. Mais tant dans la relation avec les alliés que dans le bras de fer avec les adversaires, cette politique d'ouverture se heurte à plusieurs difficultés.

On pense ainsi aux efforts demandés par Washington à ses alliés en Afghanistan, qui créent de nouvelles lignes de tensions transatlantiques, mais aussi aux résultats possibles dans le traitement des Etats voyous. Dans le cas d'un échec dans les négociations sur le désarmement dans la péninsule coréenne ou dans l'abandon du programme nucléaire iranien, la puissance intelligente de Washington serait montrée du doigt par ses détracteurs, et moquée par des puissances émergentes potentiellement rivales, comme la Chine. La réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad en Iran et les nouvelles gesticulations de Pyongyang sont ainsi autant d'obstacles à cette attitude plus ouverte de la part de Washington. Enfin, à tout cela s'ajoutent les attentes de l'opinion publique américaine, plus préoccupée par la gestion de la crise économique que la politique étrangère. Dans ces conditions, plus que les intentions et les agissements de Washington, c'est le contexte intérieur et international qui impose une grande prudence quant aux succès possibles de l'administration Obama sur la scène internationale. ■

CORÉE DU NORD - QUAND LA GUERRE FROIDE S'ÉCRIT AU PRÉSENT

Barthélémy Courmont / Le Devoir - Canada / 26 octobre

Si la Grande Muraille de Chine symbolise l'importance des murs dans l'histoire de l'Asie orientale, cette région n'est aujourd'hui pas en reste en matière de barrière infranchissable. Dans la péninsule coréenne, la guerre froide joue ainsi les prolongations au niveau politique, les deux pays n'ayant pas encore signé un traité de paix mettant un terme à la guerre de Corée, dont les hostilités se sont terminées le 23 mars 1953!

Mais ces prolongations sont aussi visibles au niveau des infrastructures, avec la zone démilitarisée qui symbolise la permanence de cette tension et qui se dresse comme une zone-tampon comparable à ce qu'était le rideau de fer en Europe. Elle coupe la péninsule coréenne en deux le long de la ligne de cessez-le-feu, à proximité du 38^e parallèle, s'étire sur 248 kilomètres et couvre une largeur d'environ quatre kilomètres.

Un mur défensif

La zone démilitarisée est, comme son nom ne l'indique pourtant pas, l'un des endroits au monde où la concentration d'armes de diverses natures est la plus importante. On estime qu'il y a là un total de plus d'un million de mines, et de chaque côté la frontière est surveillée par 700 000 soldats nord-coréens et 410 000 soldats sud-coréens, auxquels s'ajoute la 2^e division d'infanterie des États-Unis. S'y trouvent aussi un arsenal important et de multiples bases militaires tout autour.

La zone démilitarisée a aussi son mur, construit par la Corée du Sud sur près de 240 km et haut de cinq à huit mètres. C'est, en tout cas, la version nord-coréenne; la construction de ce mur à la fin des années 1970 à l'intérieur du no man's land, ainsi invisible de l'extérieur de la zone démilitarisée, a été démentie à la fois par Séoul et par Washington.

Les avis divergent donc sur l'existence de ce mur, que Pyongyang dénonce comme une coupure en deux de la Corée, mais il semblerait que, plus qu'un mur, les autorités sud-coréennes pourraient avoir construit un obstacle en béton afin de prévenir des tentatives d'invasion terrestre.

Destination touristique

Mur ou pas, la question reste entière, mais elle confirme que, vue de l'extérieur, la zone démilitarisée s'apparenterait presque à du folklore.

Le Joint Security Area est la zone que contrôle l'ONU, à Panmunjon. Ce site est devenu l'une des destinations touristiques privilégiées des visiteurs se rendant à Séoul, distante de seulement quelques dizaines de kilomètres. Les touristes

du monde entier viennent observer ce vestige d'une époque qui semble révolue mais qui reste pourtant tellement actuel dans la péninsule. En témoignent l'immense drapeau, le plus haut du monde, qui se dresse du côté nord-coréen et les messages de propagande hurlés dans des haut-parleurs dirigés vers le sud. Certaines associations de défense des animaux souhaiteraient même inscrire la zone au Patrimoine mondial de l'UNESCO, dans la catégorie "sites naturels", en raison de l'abondance des oiseaux migrateurs qui y font escale. Mais, du fait de son caractère singulier, on pourrait tout aussi bien proposer qu'elle soit inscrite dans la catégorie "patrimoine culturel et humain"...

Une barrière antimigratoire

Parallèlement à son caractère purement défensif, cette zone-tampon a pour objectif non avoué pour le Sud de prévenir les risques d'une immigration clandestine massive qui résulterait d'une crise humanitaire en Corée du Nord. Résultat: les Nord-Coréens passaient plus facilement la frontière, longue de plus de 1400 km, avec la Chine en traversant le fleuve Tumen, qui n'a parfois qu'une quinzaine de mètres de largeur.

C'est d'ailleurs en raison des risques de flux de réfugiés que la Chine a décidé de construire des barrières de sécurité, d'une hauteur de 2,5 mètres, sur toute la longueur de la frontière avec la Corée du Nord, ce qui a pour effet de faire de la Corée du Nord le seul - pour l'instant - pays du monde entièrement cerclé de barrières et de lui donner ainsi les caractéristiques d'un État insulaire, malgré les rares points de passage encore existants.

Les motivations de Pékin ne sont pas d'ordre sécuritaire, et cette barrière ne saurait être ainsi comparée à la Grande Muraille, originellement construite pour repousser les invasions des peuples nomades du nord. C'est bien la crainte de voir des centaines de milliers de réfugiés nord-coréens affluer en Chine qui a justifié la construction de cette gigantesque clôture.

Du côté nord-coréen, un chapelet de tours de guet sert également à parer aux tentatives d'évasion, et, en août 2007, Pyongyang a même construit des barrières sur une partie de la frontière avec son voisin. Bien qu'officiellement alliées, la Chine et la Corée du Nord ont ainsi une frontière hermétiquement fermée. ■

PRIX NOBEL POUR OBAMA : PARIER SUR L'AVENIR

Pascal Boniface / Réalités - Tunisie / 22 octobre

L'attribution du prix Nobel de la paix à Barack Obama a constitué une immense surprise. Obama vient à peine d'être élu président, il est encore nouveau dans ses fonctions et, à ce stade, n'a pas contribué de façon déterminante à la signature d'accords de paix ou à la résolution de conflits. Pourquoi, dès lors, lui attribuer cette prestigieuse récompense ? On peut voir dans la décision du Comité Nobel, plus que la récompense d'une action réalisée, une prime pour l'avenir, un encouragement à continuer son action.

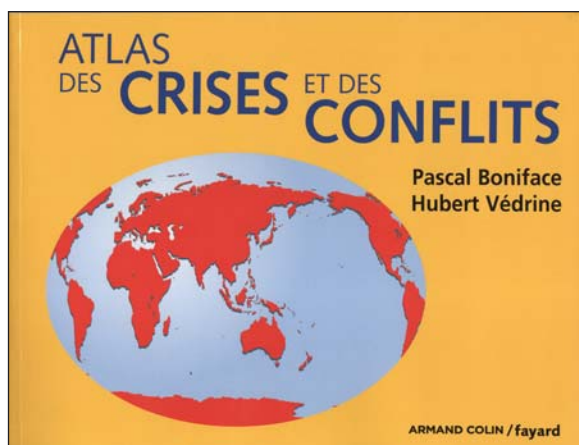
Le président américain est à la tête du pays le plus important de la planète pour tout ce qui concerne crises et conflits et, selon qu'il mène une action positive ou négative, son impact est immense. Au-delà de la vision d'un monde sans armes nucléaires, qui ne sera réalisé que dans de nombreuses présidences américaines, on peut penser que le Comité Nobel a voulu encourager Barack Obama dans son formidable effort pour s'engager en faveur de la paix au Proche-Orient, qui contraste avec la politique catastrophique de son prédécesseur. C'est donc une sorte de signe d'encouragement qu'on lui donne, au moment où il commence à être en difficulté. On vient le conforter et renforcer sa donne politique afin qu'il ait de nouveau un peu plus de marge de manœuvre pour s'attaquer à ce dossier prioritaire. On peut aussi penser que le Comité Nobel a voulu récompenser celui qui a remplacé George W. Bush.

C'est le troisième américain qui, en peu de temps, reçoit le prix Nobel de la paix - après Jimmy Carter en 2002 et Al Gore en 2007. On peut presque dire que ce sont trois antiprix Nobel de la paix à George W. Bush. Dans les trois cas en effet, c'est bien parce qu'ils se distinguaient de George Bush que ces président, ancien président ou ancien vice-président ont été récompensés : Carter pour ses efforts en faveur de la paix alors que George Bush montrait sa volonté d'aller en guerre contre l'Irak, avec le résultat catastrophique que l'on connaît, Al Gore pour son engagement en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique, alors que George Bush ne voulait pas entendre parler du protocole de Kyoto et d'un effort international commun. Et bien sûr Barack Obama, pour une nouvelle approche diplomatique plus multilatérale, plus ouverte, plus faite de négociations que de confrontations, et avec effectivement une nouvelle façon de concevoir la relation de l'Amérique avec le reste du monde, moins agressive et davantage à l'écoute des autres nations.

C'est bien sûr une récompense purement symbolique, ça ne va pas renforcer les pouvoirs constitutionnels ou stratégiques de Barack Obama. Mais cela vient lui donner une aura nouvelle et conforter son image déjà positive, au moment où il commence à rencontrer ses premières difficultés. Il a subi un échec à Copenhague lorsque sa ville, Chicago, a été élimi-

née dès le premier tour pour l'attribution des Jeux olympiques de 2016. Les choses ne vont pas très bien non plus en Afghanistan, c'est le moins que l'on puisse dire. Et au Proche-Orient, après des débuts très encourageants, on voit qu'il fait du surplace et qu'il se heurte à la poursuite de la colonisation, à la fin de non recevoir que le gouvernement israélien lui a adressée, et à l'absence d'accord entre les parties palestiniennes. Au moment où il commence à se trouver quelque peu en difficulté, on peut dire que le prix Nobel de la paix est venu lui redonner une sorte de surcroît d'énergie et redorer son blason alors que celui-ci commence à être légèrement terni, tant sur la scène nationale que sur la scène internationale. C'est un facteur d'encouragement qui vient dire au peuple américain : " Vous voyez comme, maintenant, votre président est populaire, contrairement à ce qui se passait auparavant ", et au reste du monde : " Il faut encourager Barack Obama à poursuivre sur la voie de la recherche de la paix ".

C'est aussi, et avant tout, un message à Barack Obama lui-même, lui insufflant : " Continuez, soyez ferme ". Ferme dans la recherche d'une paix juste au Proche-Orient qui nécessitera, en cas de blocage israélien, de passer des paroles aux actes, et donc provoquera des remous politiques aux Etats-Unis. Ferme dans la recherche d'une solution à la crise iranienne, qui évite le recours à la force dont rêvent certains. Ferme dans la volonté de jouer la carte de l'ouverture et du multilatéralisme, au moment où la lune de miel s'achève et les difficultés commencent. ■



ATLAS DES CRISES ET DES CONFLITS

Pascal Boniface
Hubert Védrine

(Armand Colin - 19,50 €)

La crise actuelle accapare notre attention et recouvre l'avenir d'un voile d'incertitude ; elle complique et rend plus périlleuse encore une donne mondiale caractérisée par la permanence de conflits anciens, au Moyen-Orient ou ailleurs, et l'apparition de nouveaux et graves facteurs de tension. Comprendre le monde pour ne pas se contenter de le subir et pour contribuer à son évolution positive est désormais l'affaire de tous.

Pascal Boniface et Hubert Védrine mettent ici leur talent d'analyse au service de chacun de nous. Ils voient plus loin, et plus clair. Rappelant les causes fondamentales des crises et des conflits locaux, ils se livrent au diagnostic du présent et scrutent l'horizon pour nous présenter, sur chacun des cas examinés, les scénarios possibles. Associant à une cartographie d'une clarté exceptionnelle des commentaires centrés sur l'essentiel, ils décryptent avec talent la complexité du monde et les lignes de force de son évolution.

PASCAL BONIFACE est directeur de l'Institut de Relations internationales et stratégiques / IRIS. Spécialiste de géopolitique, il enseigne à l'Institut d'Etudes européennes de l'université Paris 8.

HUBERT VÉDRINE a été à la présidence de la République de 1981 à 1995 successivement conseiller diplomatique, porte parole puis Secrétaire général, et ministre des Affaires Etrangères de 1997 à 2002.

SOMMAIRE /

I. LES CAUSES 5

II. LES CONFLITS 25

L'EUROPE 27

KOSOVO 29, LES BALKANS 31, RUSSIE / GÉORGIE 33, RUSSIE / UKRAINE 35, RUSSIE / PAYS BALTES 37, LA MOLDAVIE 39, LA TCHÉTCHÉNIE 41, CAUCASE NORD 43, ARMÉNIE / AZERBAÏDJAN 45, TURQUIE / ARMÉNIE 47, TURQUIE / KURDISTAN 49, CHYPRE 51

LES AMÉRIQUES 53

CUBA / ÉTATS-UNIS 55, COLOMBIE 57, HAÏTI 59

L'AFRIQUE 61

SAHARA OCCIDENTAL 63, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO 65, GRANDS LACS 69, SOUDAN / DARFOUR / TCHAD 71, ETHIOPIE / ERYTHRÉE 75, SOMALIE 11

L'ASIE 79

CHINE / TAÏWAN 81, CHINE / JAPON 83, TIBET 85, CORÉE 87, SRI LANKA 89, BIRMANIE 91

L'ARC DES CRISES 93

ISRAËL / PALESTINE / PAYS ARABES 95, LIBAN 99, ISRAËL / IRAN 101, IRAN / ÉTATS-UNIS 103, IRAN / PAYS ARABES 105, IRAK 107, AFGHANISTAN 109, ASIE CENTRALE 113, INDE / PAKISTAN 115

III. LES SCÉNARIOS D'AVENIR 117

EN VENTE EN LIBRAIRIE
ou sur www.iris-france.org



AUTOMNE 2009

LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATEGIQUE **N°75**

Le monde occidental est-il en danger?

Dossier sous la direction de **Pascal Boniface**

SOMMAIRE /

Autre regard

De la relativité appliquée au terrorisme / Thierry Fragnoli

Éclairages

Argentine, Brésil, Mexique : pertinence du concept d'émergence / Jean-Jacques Kourliandsky

Les réfugiés irakiens en Syrie / Léa Conti Fabra

Qui s'est approprié la gestion de la paix et de la sécurité en Afrique ? / Romain Esmenjaud, Benedikt Franke

Le dialogue arméno-turc / Gaïdz Minassian

Dossier : Le monde occidental est-il en danger?

Éditorial / Pascal Boniface

Du monde occidental au temps de l'humanité : une révolution nécessaire / Marie-George Buffet

Des Occidentaux peu crédibles à « défendre les valeurs » / François Burgat

L'avenir de l'Occident et le monde musulman / Mustapha Chérif

Pour exister l'Occident a besoin d'épouvantails / Entretien avec Régis Debray

Crise identitaire du monde occidental / Doudou Diène

Le spectre d'Al-Qaïda / Jean-Pierre Filiu

Elargir et repenser la notion d'Occident / Fyodor Lukyanov

Don't Panik ! / Entretien avec Médine

Ce que l'Occident a apporté au monde / Michel Taubmann

Du G 20 au G 2 : y a-t-il encore une place pour l'Europe dans la cour des grands ? / Chenva Tieu

Barbarie et messianisme occidental / Entretien avec Tzvetan Todorov

Le danger de l'occidentalisme / Entretien avec Hubert Védrine

EN LIBRAIRIE

Lecture critique

Comptes rendus

Le trimestre des revues de relations internationales à l'étranger

LES ACTIVITÉS DE L'IRIS

EN VENTE EN LIBRAIRIE
ou sur www.iris-france.org